



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité Départementale
du Havre**
Équipe territoriale

Arrêté du 21 AVR. 2023

mettant en demeure la société dénommée SUEZ RV VAL'ESTUAIRE à ROGERVILLE de se conformer aux prescriptions édictées en matières d'installations classées pour la protection de l'environnement

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,

**Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8 ;
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2013 autorisant la société SUEZ RV VAL'ESTUAIRE à exploiter une installation de tri, transit et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel en date du 1 février 2023 ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant par courriel en date du 15 février 2023.

CONSIDÉRANT :

que lors de la visite du 24 novembre 2022, les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté que les zones de stockages des mâchefers et graves avaient été modifiées ;

que lors de la visite du 24 novembre 2022, les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté que le bâtiment C contenait des monticules de graves non séparés, non identifiables alors que le plan des stocks mentionne 9 lots mensuels distincts en provenance des unités d'incinération Oréade (février de type V2, mars V1, avril V1, mai V2 et juin V1) et Ecoval (février en attente de caractérisation, juillet V1, août V1, septembre V1). Il en est de même sur la plateforme externe qui accueille des monticules non séparés, non identifiables qui selon le plan des stocks contient deux lots mensuels de l'unité de Créteil tous deux de type V1 ;

que l'exploitant ne respecte pas les interdictions de mélange prévues à l'article 5.7.3 de l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2013 dans la mesure où les lots ne sont pas distinguables et ne sont pas séparés : il mélange des matériaux élaborés issus d'installations de traitement thermique différentes, de lots mensuels différents, de lots répondant à des critères de valorisation différents (mélange de type 1 et 2 définit pour la valorisation en technique routière par l'arrêté ministériel du 18 novembre 2012 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux) ;

qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société SUEZ RV VALESTUAIRE de respecter les prescriptions applicables à ses installations ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture

ARRÊTE

Article 1er

La société SUEZ RV VAL ESTUAIRE, dont le siège social est situé Route des gabions 76700 Rogerville est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'article 5.7.3 de l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2013 :

« La surface de stockage dédié au stockage des mâchefers en cours de maturation est au minimum de 3 700 m² pour une hauteur maximale de 5 m (pour une phase de maturation durant en moyenne 4 mois). La surface maximale de stockage des mâchefers en cours de maturation et des matériaux élaborés à partir de mâchefer est de 11 025 m² et la hauteur de stockage ne devra pas dépasser 5 mètres soit un maximum de 70 000 tonnes.

Il est interdit de procéder à :

- un mélange des mâchefers bruts ou en cours de maturation issus de lots périodiques différents,*
- une dilution des mâchefers avec d'autres substances ou objets,*
- une stabilisation des mâchefers,*
- un mélange de matériaux élaborés issus d'installations de traitement thermiques de déchets différentes,*
- Un mélange de matériaux élaborés répondant à des critères de valorisation différent (valorisation en technique routière de type 1 ou 2).*

Les stockages sont organisés afin de respecter les interdictions ci-dessus. »

sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté en procédant à une gestion séparée des lots mensuels de graves issus de chacune des unités de traitement thermique qu'il traite sur son site et en garantissant une capacité totale de stockage de 70 000 tonnes de mâchefers et de graves dans le respect de ces conditions.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3

Conformément aux dispositions de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R.414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de ROGERVILLE pendant une durée minimum d'un mois.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de la commune de ROGERVILLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société SUEZ RV VAL ESTUAIRE.

Fait à ROUEN, le **21 AVR. 2023**

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale



Béatrice STEFFAN

